



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/63
18 janvier 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes
Neuvième session
Genève, 7-11 mars 2005
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS
ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT DE LA CNUCED***

* Le présent document a été soumis à la date susmentionnée de façon à présenter des éléments d'information couvrant l'ensemble de la période considérée.

Résumé

Le présent rapport est consacré à l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa huitième session. Il est en particulier axé sur les travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures qui peuvent aider les pays en développement à attirer l'investissement étranger direct (IED) et à en tirer un meilleur parti. Ces travaux comprennent des analyses approfondies, la formation de consensus, des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, et le développement des relations interentreprises. Ils sont notamment menés en étroite coopération et par le biais de programmes communs avec d'autres organisations internationales, régionales et nationales réalisant des activités dans les domaines de l'investissement et de la technologie. Le rapport fait aussi le point sur la contribution apportée par la Division à la préparation et au déroulement de la onzième session de la Conférence. On trouvera d'autres informations sur les activités de la CNUCED dans les domaines de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises dans le document intitulé «DITE Activities Report 2004», qui est aussi soumis à la Commission à sa neuvième session.

INTRODUCTION

1. Conformément à la décision prise par la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes à sa huitième session (Genève, 26-30 janvier 2004), le secrétariat a établi la présente note en tant que contribution aux débats de la Commission à sa neuvième session. Cette note traite de l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa huitième session (TD/B/COM.2/60). Elle est en particulier axée sur les travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures qui peuvent aider les pays en développement à attirer l'investissement étranger direct (IED) et à en tirer un meilleur parti. Ces travaux comprennent des analyses approfondies, la formation de consensus, des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, et le développement des relations interentreprises. On trouvera des informations complètes sur l'application par le secrétariat des recommandations adoptées par la Commission à sa huitième session dans le document intitulé «DITE Activities Report 2004».

Recommandation: La Commission exprime sa satisfaction de la contribution à ses travaux d'experts de spécialistes et de participants venus du secteur privé et de la société civile, et elle recommande que les modalités de ce type de contribution soient élargies aux réunions d'experts.

2. Le secrétariat s'est efforcé d'associer des experts, des spécialistes et des représentants du secteur privé et de la société civile à la préparation de l'actuelle session de la Commission, y compris la Réunion commune de haut niveau avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) consacrée au développement des groupements d'entreprises dans le secteur des services. La participation d'experts a été activement recherchée tout au long de l'année, et plusieurs experts de la société civile ont été invités à participer aux réunions d'experts organisées en 2004, la plupart d'entre eux ayant financé eux-mêmes leur participation. Il reste néanmoins nécessaire d'obtenir un soutien supplémentaire pour la participation d'experts, en particulier d'experts de pays en développement, aux réunions d'experts.

Recommandation: La Commission se félicite des interactions avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) et invite le secrétariat à renforcer ce partenariat en vue de promouvoir un échange d'expériences et de meilleures pratiques et une large diffusion des travaux d'analyse et des activités consultatives de la CNUCED.

3. Au cours de la période considérée, la CNUCED et la WAIPA ont entrepris un certain nombre d'activités conjointes. La WAIPA a tenu sa Conférence annuelle en 2004 à São Paulo, au Brésil, parallèlement à la onzième session de la Conférence, et a organisé avec celle-ci une réunion commune de haut niveau. En outre, la CNUCED a réalisé une série de cours de formation à l'intention de responsables de la promotion de l'investissement, souvent en coopération avec la WAIPA, par exemple en Chine en septembre 2004. Des ateliers régionaux ont eu lieu en Algérie (pour les pays méditerranéens francophones), à Bahreïn (pour les pays du Moyen-Orient), au Botswana (pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe), en France (pour les pays méditerranéens), en Slovénie (pour les pays d'Europe orientale) et en Inde (pour la région asiatique). Tous ces ateliers ont été réalisés en coopération avec la WAIPA. Une formation spéciale à la promotion de l'investissement a été dispensée à des diplomates nicaraguayens et péruviens. Les cours de formation sur la promotion de

l'investissement ont porté sur les stratégies, les techniques et les pratiques de promotion de l'investissement non seulement au niveau national, mais aussi aux niveaux régional et local.

4. Pour la diffusion de ses travaux d'analyse à travers le réseau de la WAIPA, le secrétariat a créé un bulletin d'information en ligne sur Internet, intitulé «Investment Brief», qui traite certaines questions de son programme de travail intéressant les spécialistes de l'investissement. La WAIPA est également un important partenaire du «*Partenariat relatif à l'investissement pour le développement*», s'agissant en particulier de développer et de renforcer les réseaux d'intervenants et de spécialistes, aux niveaux national et régional, pour un échange efficace d'expériences et de meilleures pratiques concernant l'investissement.

Recommandation: La Commission encourage également une relation dynamique entre la CNUCED et la Commission de la science et de la technique au service du développement, compte tenu des compétences que celle-ci peut apporter à une meilleure compréhension de la question du transfert de technologie et de savoir-faire.

5. Tout au long de 2004, des efforts ont été faits pour instaurer une relation dynamique entre la Commission de la science et de la technique au service du développement et la CNUCED, et un certain nombre d'initiatives communes ont été menées à bien. Une version actualisée du rapport sur les indicateurs de développement des TIC sera publiée début 2005. La CNUCED et la Commission ont également mis au point un outil de mesure des TIC, qui est un programme flexible fonctionnant sur Internet destiné à donner aux responsables dans les pays en développement les moyens d'évaluer leurs capacités en matière de connectivité et de les comparer avec celles d'autres pays. En collaboration avec le Groupe d'étude des Nations Unies sur les TIC, la CNUCED et la Commission ont entrepris d'actualiser leur publication de 1998 intitulée *Knowledge Societies: Information Technology for Sustainable Development*.

6. En tant que contribution aux débats sur les stratégies à mener pour atteindre les objectifs de développement, notamment les objectifs figurant dans la Déclaration du Millénaire, la CNUCED a examiné, en collaboration avec la Commission, différentes approches d'une promotion et d'une utilisation effectives de la science et de la technologie pour la réalisation des objectifs de développement du Millénaire. Les principales conclusions de la Commission ont été présentées à la onzième session de la Conférence, à l'occasion d'une réunion-débat de haut niveau sur l'utilisation des nouvelles technologies pour la réalisation de ces objectifs. La CNUCED a reçu un certain nombre de demandes d'assistance de la part d'États membres pour la réalisation de leur examen des politiques de la science, de la technologie et de l'investissement; elle conduira ces activités conjointement avec la Commission.

7. Concernant les activités de renforcement des capacités techniques, la CNUCED et la Commission ont collaboré pour concevoir avec le Centre des techniques de l'information de l'État de Genève un programme de formation personnalisée en matière de TIC destiné à des ingénieurs de pays en développement. Au cours de la phase pilote du programme, un projet soumis par un PMA africain a été sélectionné, qui devrait aboutir à la création d'une banque de données nationale sur la science et la technologie dans ce pays.

8. Dans la continuité de précédents travaux de la Commission relatifs aux biotechnologies, et conformément à la résolution 58/200 de l'Assemblée générale, la CNUCED a organisé en mai 2004, au cours de la session annuelle de la Commission de la science et de la technique

au service du développement, la première réunion du réseau de coopération interorganisations sur les biotechnologies. Ce réseau a été créé pour faciliter la coordination entre les organisations et organismes compétents du système des Nations Unies travaillant sur des questions en rapport avec les biotechnologies. La CNUCED a également publié un ouvrage intitulé «The Biotechnology promise: Capacity-building for participation of the developing countries in the bioeconomy», qui s'appuie sur les travaux réalisés par la Commission au cours de la période 1999-2001, et illustre plus particulièrement les succès enregistrés ainsi que les mesures prises par des pays en développement et des pays en transition pour se doter d'une industrie nationale des biotechnologies.

9. En tant qu'entité chef de file au sein du système des Nations Unies pour le groupe d'activités relatif à la science et à la technologie du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, la CNUCED continue de fournir des services techniques et des services de fond aux différents organes des Nations Unies.

Recommandation: Les pays en développement et les pays en transition s'efforcent de s'intégrer pleinement dans l'économie mondiale, et les IED, la technologie et le développement des entreprises peuvent jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités productives nationales et de la compétitivité internationale. La CNUCED possède des compétences internationalement reconnues dans le domaine de l'investissement, ce qui devra être pris en compte dans l'élaboration de son futur programme de travail à la onzième session de la Conférence et au-delà, eu égard en particulier aux besoins des PMA.

10. Au cours de la préparation intergouvernementale de la onzième session de la Conférence, et de la Conférence elle-même, l'investissement a occupé une place de premier plan et a été considéré comme un lien indispensable entre le renforcement des capacités productives et la compétitivité internationale – thème central de la Conférence à sa onzième session. Le secrétariat a approfondi ces questions dans la documentation établie pour la Conférence. Dans le cadre de la préparation intergouvernementale de celle-ci, la Division a organisé deux débats thématiques interactifs, l'un sur le rôle de l'investissement étranger direct dans la compétitivité à l'exportation, l'autre sur le renforcement des capacités d'exportation des entreprises des pays en développement. Les autres débats thématiques et réunions parallèles à la Conférence étaient également étroitement liés au thème du renforcement des capacités productives et de la compétitivité internationale, avec l'organisation de 16 tables rondes spécialisées, ateliers et autres réunions. La coopération étroite de la CNUCED avec le secteur privé, les gouvernements et la société civile s'est traduite par une participation active de tous ces acteurs à l'ensemble des activités et réunions.

11. Le résultat final de la onzième session de la Conférence montre que les États membres ont souhaité encourager une approche intégrée des questions d'investissement, de technologie et de développement des entreprises en vue du renforcement des capacités productives et de la compétitivité internationale. Les deux documents adoptés à São Paulo réaffirment le mandat du Plan d'action de Bangkok dans les domaines de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises et y ajoutent, en particulier, un mandat concernant la responsabilité d'entreprise. Celle-ci reste une question sensible, qui appelle une approche prudente de la part de la CNUCED. Il a en outre été demandé à la Division d'élargir ses activités sur les mesures relevant du pays d'origine, les droits de propriété intellectuelle (dans le contexte du transfert de technologie), les examens de la politique d'investissement et les activités de suivi

correspondantes, les liens entre sociétés transnationales et entreprises locales, le transfert de technologie, la coopération Sud-Sud et les relations entre APD et IED. À la suite de la onzième session de la Conférence, le secrétariat a révisé son programme de travail pour 2004 et, autant que possible dans les limites des ressources prévues pour cette année-là, a commencé d'appliquer le Consensus de São Paulo.

12. En 2004, le secrétariat a donc continué d'accorder une attention particulière aux besoins des PMA. Plusieurs programmes sont consacrés à ces pays, notamment le programme sur les guides de l'investissement dans les pays les moins avancés et le programme relatif à la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement, dont il est question plus loin, et le Conseil consultatif pour l'investissement. Au cours de la période considérée, celui-ci a tenu sa quatrième réunion, à laquelle ont participé une quinzaine de ministres et de hauts représentants gouvernementaux et plus de 20 chefs d'entreprise, à São Paulo à l'occasion de la onzième session de la Conférence. Les débats ont porté sur les moyens pratiques d'accroître les effets positifs de l'IED, en particulier dans les PMA, s'agissant notamment de renforcer le climat de l'investissement et d'approfondir les liens entre entreprises locales et filiales étrangères. Des propositions concrètes d'assistance technique ont été formulées concernant la promotion de liens interentreprises en Ouganda. Au cours de la réunion, des activités de suivi à la troisième réunion du Conseil consultatif pour l'investissement ont été annoncées, dont le renforcement des conditions d'investissement dans deux PMA asiatiques – Cambodge et République démocratique populaire lao. Le projet concerne l'application des meilleures pratiques en matière de facilitation et de promotion de l'investissement par le biais d'un «Livre bleu» qui a été publié par le secrétariat en novembre 2004. Quatre ateliers (deux au Cambodge et deux en République démocratique populaire lao) ont été organisés, auxquels ont participé des ministres.

Recommandation: Le secrétariat devrait poursuivre l'examen des incidences de l'IED sur le développement en vue d'aider les pays en développement à attirer des IED, à en tirer profit, à en optimiser les effets positifs et à surmonter les difficultés qui peuvent en découler. Une attention particulière devra être accordée aux IED dans le secteur des services, étant donné l'importance croissante de ce secteur dans l'économie mondiale. Il conviendrait également de s'intéresser aux moyens de promouvoir l'IED au niveau régional et à la nécessité d'intensifier les activités de renforcement des capacités humaines et institutionnelles entreprises dans les pays pour aider ceux-ci à attirer des IED. Le secrétariat devra également poursuivre les travaux entrepris dans le World Investment Report 2003, s'agissant notamment des questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement.

13. Conformément aux recommandations adoptées par la Commission à sa huitième session, le secrétariat a poursuivi son analyse approfondie des incidences de l'IED sur le développement en vue d'aider les pays en développement à attirer des IED, à en tirer profit, à en optimiser les effets positifs et à surmonter les difficultés qui pouvaient en découler. Comme le demandait la Commission, cette analyse a plus particulièrement porté sur les IED dans le secteur des services, étant donné l'importance croissante de ce secteur dans l'économie mondiale. Les résultats de l'analyse ont été publiés dans le *World Investment Report 2004*, sous-titré «La montée en puissance du secteur des services». Les diverses livraisons parues en 2004 du périodique *Transnational Corporations* contenaient des articles portant notamment sur l'IED et l'intégration régionale (vol. 13, n° 3), l'IED et les capacités locales dans les régions périphériques (vol. 13, n° 1) et le suivi des travaux engagés dans le *World Investment Report 2003*, ainsi

que l'optique des pays en développement quant à la nécessité ou non de règles multilatérales en matière d'IED.

14. Depuis la dernière session de la Commission, le projet relatif aux guides de l'investissement a conduit à la publication de quatre guides consacrés, respectivement, à l'Éthiopie, au Mali, à la Mauritanie (en français et en anglais) et à l'Ouganda (mise à jour). Le guide pour l'Éthiopie a été lancé à Addis-Abeba en juin 2004 et à Xiamen, en Chine, en septembre 2004. Le lancement à Xiamen a été organisé en coopération avec le Ministère chinois du commerce, et à cette occasion, le nouveau guide pour l'Ouganda a été présenté. Les guides pour le Mali et la Mauritanie ont été lancés en septembre 2004 à Bamako et Nouakchott, respectivement, puis conjointement à Paris en novembre 2004, en coopération avec la Maison de l'Afrique et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. En outre, également depuis la dernière session de la Commission, trois nouveaux guides ont été entrepris, concernant le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et l'Afrique de l'Est. Des ateliers ont été organisés à cet effet à Nairobi et à Dar es Salaam, en septembre et octobre 2004. Enfin, l'équipe du projet travaille actuellement à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de diffusion des guides, en particulier sur Internet.

15. Dans le domaine de l'assistance technique, la CNUCED a préparé une étude diagnostique des conditions d'investissement dans la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Pour le Maroc et la Bosnie-Herzégovine, des stratégies nationales de promotion des IED ont été élaborées, tandis qu'une étude était réalisée en Fédération de Russie sur une stratégie sectorielle de ciblage des investisseurs, pour le compte de l'administration de la ville de Moscou.

Recommandation: Le secrétariat devrait continuer d'analyser les mesures relatives à l'IED prises par les pays d'origine et par les pays d'accueil, ainsi que les questions concernant la bonne gouvernance publique et la gouvernance d'entreprise dans le domaine des IED, en vue de déterminer les meilleures pratiques pour ce qui est des moyens d'intensifier l'impact sur le développement des activités des sociétés transnationales. Il devrait également diffuser une information sur l'expérience qu'ont les pays des politiques en matière d'IED et des interactions entre investissements étrangers et investissements intérieurs.

16. On trouvera dans le *World Investment Report 2004* une analyse détaillée de grandes questions concernant les politiques nationales et internationales relatives aux IED dans le secteur des services. La publication de la CNUCED intitulée *Foreign Direct Investment and Performance Requirements: New Evidence from Selected Countries* (UNCTAD/ITE/IIA/2003/7), établie en réponse à une demande de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, a été publiée en vue de contribuer aux débats sur les prescriptions en matière de résultats en apportant aux lecteurs de nouveaux éléments d'information empiriques. Des éléments d'analyse directive ont également été fournis dans le périodique *Transnational Corporations*, en particulier dans les livraisons consacrées aux incitations à l'investissement (vol. 13, n° 1) et aux IED et au renforcement des institutions dans les pays en transition (vol. 13, n° 2).

17. Les activités de coopération technique concernant la promotion de la bonne gouvernance dans le domaine des IED se sont poursuivies. Un rapport sur la gouvernance en matière de promotion des investissements aux Maldives a été établi et soumis au Gouvernement. En outre,

un soutien de suivi a été fourni pour l'application des recommandations relatives à la gouvernance adressées aux Gouvernements de l'Éthiopie, du Lesotho, des Maldives et de la République-Unie de Tanzanie. Du 1^{er} au 3 novembre 2004, une Réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement a été organisée en vue de déterminer, à partir d'exemples nationaux et de l'expérience acquise grâce aux programmes de la CNUCED, les politiques et les meilleures pratiques permettant de renforcer cette bonne gouvernance; des experts de 58 pays y ont participé, ainsi que des représentants d'organisations internationales et d'ONG.

18. En ce qui concerne la gouvernance d'entreprise, à la vingt et unième session du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR) (Genève, 27-29 octobre 2004), le secrétariat a passé en revue les tendances récentes concernant l'information relative à la gouvernance d'entreprise. Pour faciliter les débats, il avait établi un rapport intitulé «Évaluation de la pratique en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise et des incidences bénéfiques à long terme de cette information», qui présentait en particulier un aperçu des principales initiatives internationales en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise et examinait la pratique des entreprises en la matière. Dans ses conclusions concertées, le Groupe a recommandé que le rapport intitulé «Transparence et prescriptions en matière d'information pour la gouvernance d'entreprise» soit actualisé et qu'une étude annuelle soit entreprise pour évaluer la situation en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise.

19. La question a été examinée plus avant dans deux réunions parallèles à l'occasion de la onzième session de la Conférence; ces deux réunions ont permis de sensibiliser les principaux acteurs, en particulier les décideurs, à l'importance de la transparence des entreprises pour faciliter l'investissement, y compris l'investissement étranger direct, ainsi qu'au rôle positif que les comptables et les vérificateurs jouaient dans le développement économique. Les participants ont reconnu la contribution de la transparence aux décisions d'investissement. À cet égard, il a en particulier été souligné que les investisseurs nationaux et internationaux utilisaient une information financière et non financière pour évaluer les risques et prendre des décisions d'investissement d'une importance critique. Enfin, la bonne gouvernance d'entreprise et la transparence amélioraient la confiance des investisseurs, réduisaient les coûts d'investissement et aidaient à développer des marchés financiers en contribuant à la mobilisation de l'investissement intérieur et de l'investissement étranger.

Recommandation: Étant donné l'importance de données fiables pour l'élaboration des politiques, le secrétariat devrait renforcer, en coopération avec les institutions gouvernementales compétentes, la collecte de données et la coopération technique pour l'amélioration et l'harmonisation des statistiques sur l'IED.

20. En réponse à cette recommandation, la CNUCED a entrepris un certain nombre d'activités depuis la dernière session de la Commission. Elle a créé un nouveau site Web consacré aux statistiques de l'IED et des sociétés transnationales (STN) (www.unctad.org/fdistatistics), qui fournit des données détaillées et intégrées sur l'IED et les activités des STN, tirées de la base de données correspondante de la CNUCED. Pour des références rapides et actualisées sur les statistiques de l'IED et des STN, le secrétariat propose régulièrement, sur ce site statistique, des *FDI Country Profiles* (données sur les flux et les stocks d'IED et les activités des STN, ainsi que sur le cadre juridique national, y compris la législation relative aux accords bilatéraux

qui régissent les politiques nationales d'investissement) et des *Country Fact Sheets* (fiches documentaires qui proposent les indicateurs les plus pertinents concernant l'IED dans un pays sous une forme concise). Il existe actuellement des fiches statistiques pour 112 pays et territoires et des fiches documentaires pour 187 pays et territoires (fin novembre 2004).

21. Soucieuse d'offrir un outil d'analyse des statistiques de l'IED, la CNUCED a créé, conjointement avec le Centre du commerce international et en partenariat avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements et l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement, un site Web sur le commerce et l'investissement (*Investment Map*), en vue de faciliter les décisions en matière d'investissement principalement adoptées par les organismes de promotion de l'investissement dans les pays en développement et d'aider les gouvernements, les milieux universitaires et les STN à réaliser des analyses d'investissement. Ce site Web est un outil Internet interactif qui combine statistiques de l'IED, commerce international et accès aux marchés pour un meilleur ciblage de l'investissement (www.investmentmap.org). En novembre 2004, les données sur l'IED concernaient 80 pays environ, et les données sur le commerce quelque 150 pays.

22. Dans le cadre des publications en série, le *World Investment Directory: Latin America and the Caribbean* a été publié et lancé à l'occasion de la onzième session de la Conférence. On y trouve des données et des informations détaillées sur l'IED (flux et stocks) et les opérations des STN, des données financières de base sur les plus grandes sociétés transnationales, des informations sur le cadre juridique des investissements et des informations bibliographiques sélectionnées sur l'IED et les STN dans 36 pays et territoires. Ce répertoire existe également en CD-ROM. La CNUCED a poursuivi ses efforts en matière d'harmonisation internationale des normes de publication d'états financiers en vue d'améliorer la comparabilité des données financières fournies par les STN.

23. Par ailleurs, elle a exécuté des activités de coopération technique dans trois régions, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Asie occidentale. En Afrique, un projet conjoint avec l'Internationale Weiterbildung und Entwicklung (InWent) du Gouvernement allemand sur le *Renforcement des capacités en matière de statistiques de l'IED en Afrique* a démarré en juin 2004 et vise à renforcer la capacité des pays africains de rassembler des données sur l'IED en Afrique et à développer le dialogue et les interactions dans ce domaine entre les pays de la région. À cette fin, un atelier a été organisé du 27 au 29 octobre 2004, où il a été décidé à l'unanimité de créer un groupe de travail spécial sur la collecte et la diffusion de statistiques sur l'investissement étranger direct en Afrique.

24. En Asie, dans le cadre de ses activités conjointes avec l'ANASE sur les statistiques de l'IED et les questions de politique générale, la CNUCED a continué de jouer un rôle de conseiller et de centre de ressources auprès du Groupe de travail de l'ANASE sur les statistiques de l'investissement étranger direct, qui s'est réuni en 2004, et elle a aidé le secrétariat de l'ANASE à produire la publication intitulée *Statistics of Foreign Direct Investment in ASEAN 2004*. Le projet sur le renforcement des réseaux et des compétences concernant l'investissement étranger direct dans les pays membres de la CESAO, exécuté conjointement avec la CESAO, couvre la région de l'Asie occidentale. Depuis la dernière session de la Commission, la CESAO et la CNUCED ont organisé des ateliers nationaux à Oman (19-21 avril 2004), en Arabie saoudite (3-7 juillet 2004) et en République arabe syrienne (11-15 juillet 2004) pour l'établissement et l'application de normes méthodologiques

internationales et la mise en place de systèmes de compilation et de diffusion de données afin de disposer de statistiques de l'IED comparables au niveau international. Dans le domaine des statistiques du commerce des services, la CNUCED a dispensé une formation sur les statistiques du commerce des services des filiales étrangères dans le cadre d'un atelier organisé conjointement avec la CESAO, la Division de statistique de l'ONU, le FMI et l'OMC à l'intention des États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (14-17 décembre 2004).

25. Dans les efforts qu'elle déploie pour harmoniser les données au niveau international et fournir des conseils techniques, la CNUCED coopère avec différentes organisations, dont EUROSTAT, la Banque centrale européenne, le FMI, l'OCDE, l'OMC et la Banque mondiale. Elle est membre de l'Équipe spéciale interinstitutions sur le commerce des services, de l'Équipe spéciale interinstitutions pour une enquête coordonnée relative aux stocks d'IED et du Groupe d'experts techniques de l'investissement direct.

Recommandation: Le secrétariat devrait poursuivre l'exécution d'examens de la politique d'investissement et renforcer le processus pour l'application des recommandations. Les travaux d'analyse, en particulier dans le contexte des examens de la politique d'investissement, devraient être complétés par la fourniture d'une assistance technique et des activités de renforcement des capacités. L'établissement de liens entre entreprises étrangères et entreprises locales devrait être encouragé.

26. En 2004, trois examens de la politique d'investissement (EPI) ont été réalisés (Algérie, Bénin et Sri Lanka), dont deux ont été publiés (Algérie et Sri Lanka); cinq autres en sont à différents stades de préparation. Les EPI achevés ont été présentés à la communauté internationale à l'occasion de la huitième session de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, de ses réunions d'experts et des sessions du Conseil du commerce et du développement.

27. Des activités de suivi ont également été exécutées pour la mise en œuvre des recommandations dans neuf pays. Dans leurs déclarations publiques, les représentants des gouvernements à la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes ou dans d'autres organes intergouvernementaux ont reconnu l'importance du suivi et félicité le secrétariat de ses travaux en cours. Des activités spécifiques d'assistance technique visant à aider les gouvernements à appliquer les recommandations figurant dans les examens de la politique d'investissement ont été réalisées en 2004. À la suite des travaux effectués en 2003 pour fournir au Botswana un projet de législation sur les investissements étrangers et une stratégie globale de promotion de l'investissement, la CNUCED aide actuellement ce pays à élaborer et à appliquer une stratégie de ciblage des investisseurs pour le secteur de l'habillement. Au Lesotho, elle a rédigé une loi sur les investissements étrangers directs, qui a été soumise au Gouvernement. Dans les deux pays, la CNUCED fournit une assistance pour l'évaluation des pratiques en matière d'immigration du personnel expatrié des entreprises par rapport à celles d'autres pays. Elle a en outre aidé le Gouvernement sri-lankais à modifier sa législation relative au Conseil de l'investissement, dans le cadre du suivi de l'EPI de ce pays.

28. Dans le contexte des travaux de suivi, un outil d'évaluation (Investment Compass) des réglementations concernant le régime d'investissement et le régime fiscal, qui peut être utilisé par les décideurs, les organismes de promotion de l'investissement ou toutes autres parties intéressées pour comparer la situation des pays dans ces domaines, a été élargi et portait, en novembre 2004, sur 52 pays, pour 1 200 utilisateurs enregistrés, dont 20 % d'institutions gouvernementales (organismes de promotion de l'investissement, ministères). Le site Web est visité au moins une fois par mois par plus de 200 personnes et il enregistre en moyenne 10 000 consultations par mois. Les évaluations émanant d'utilisateurs soulignent que l'avantage fondamental de cet instrument par rapport à d'autres est la façon dont il permet de réaliser des comparaisons valables entre pays en développement, et d'identifier les atouts et les faiblesses d'un pays. Pour l'OCDE, l'atout essentiel de l'Investment Compass est de montrer les diverses raisons pour lesquelles des IED peuvent s'implanter dans un pays en développement.

29. Au cours de la période considérée, le secrétariat a poursuivi ses travaux sur l'établissement de liens entre entreprises étrangères et entreprises locales. Un «fichier de bonnes pratiques pour la promotion des relations interentreprises» a été établi, qui recense les mesures pratiques à suivre pour créer et développer des relations entre entreprises étrangères et entreprises locales. On y trouve également des idées en matière d'établissement de liens et une «liste de contrôle» pour les entreprises locales leur permettant d'évaluer leurs capacités et leur potentiel en matière de relations interentreprises. Un projet de relations interentreprises au Brésil a été élaboré, pour lequel un financement a été obtenu. L'exécution du projet commencera en janvier 2005. Dans la phase de conceptualisation du projet, un groupe de travail a été constitué, sous l'égide de la CNUCED, composé de représentants du secteur public et du secteur privé et d'institutions brésiliennes de premier plan, pour examiner les meilleures pratiques et les expériences en matière d'établissement de liens et définir une approche programmatique globale. Les conclusions du groupe de travail et l'expérience de l'exécution de projets contribueront à l'élaboration d'un programme type à l'attention d'autres pays. Une enquête mondiale sur les meilleures pratiques et les politiques pour la promotion de l'établissement de liens interentreprises a été entamée, dont les résultats seront publiés en 2005. La question a également été examinée à la onzième session de la Conférence lors de deux débats thématiques de haut niveau. Différents aspects de l'établissement de liens ont été examinés lors de deux réunions parallèles – une table ronde Empretec-WAIPA sur le rôle des organismes de promotion de l'investissement en la matière et un atelier sur les besoins des STN par rapport aux PME fournisseurs.

Recommandation: Le secrétariat devrait poursuivre ses travaux sur les arrangements internationaux, s'agissant plus particulièrement des aspects bilatéraux et régionaux, y compris dans le contexte Nord-Sud et surtout celui de la coopération Sud-Sud, en insistant sur les besoins des pays membres à cet égard. Il devrait en outre continuer de faciliter les actuels échanges d'informations et d'expériences dans ce domaine, notamment au niveau intergouvernemental.

30. Au cours de la période considérée, les travaux de recherche constituant la première génération d'études consacrées à des questions relatives aux accords internationaux d'investissement ont été achevés avec la publication de deux nouvelles études, l'une sur la concurrence, l'autre sur les contrats publics. Les 28 études publiées seront réunies en trois volumes. Par ailleurs, les travaux constituant la deuxième série d'études consacrées aux politiques internationales d'investissement au service du développement se sont poursuivis

avec la finalisation de trois études (*The REIO Exceptions in MFN Treatment Clauses*, *International Investment Agreements and Services FDI* et *A Wave of South-South Cooperation in the Area of international Investment Policies*). Une base de données sur les accords bilatéraux d'investissement contenant 1 800 textes est désormais accessible sur le site Web consacré aux accords internationaux d'investissement, et le secrétariat a constitué une base de données interne sur les accords de libre-échange, les accords régionaux de commerce et les accords de protection de l'environnement. Le *IIA Compendium* sous forme électronique a également été publié sur le site Web des accords internationaux d'investissement. L'actuel réseau d'experts des accords internationaux d'investissement compte désormais plus de 500 membres, et contribue à une actualisation de l'information sur les négociations en matière d'investissements et le règlement des différends.

31. En matière d'assistance technique, cinq sessions intensives de formation au niveau régional (Afrique du Sud et Chine en anglais, Égypte et Roumanie en français, et Pérou en espagnol) à l'intention de 150 négociateurs originaires de 72 pays ont été organisées. Chaque session de formation a été précédée d'un cours préparatoire en enseignement à distance sur des questions fondamentales concernant les accords internationaux d'investissement dans les différentes langues. Le secrétariat a organisé 13 séminaires spéciaux ou missions de services consultatifs pour des États membres (Chine, Pakistan, Pérou et Arabie saoudite) et des organisations régionales (COMESA, SADC, SACU, Communauté andine et UMA). Une série de négociations d'accords bilatéraux d'investissements concernant 13 pays francophones a abouti à la signature de 17 accords; une cérémonie de signature a été organisée au cours de la onzième session de la Conférence, avec la signature de 6 accords bilatéraux entre 7 pays. Le secrétariat a également mené à bien un projet conjoint CNUCED/CUTS/DFID sur l'investissement au service du développement, avec l'organisation d'un séminaire et d'une séance d'information en janvier 2004.

32. Au cours de la période considérée, un certain nombre de publications et de matériels pédagogiques ont été élaborés, traitant de différents aspects du transfert de technologie. Cinq études thématiques CNUCED/CICDD ont été publiées: *Nutrition and Technology Transfer Policies*; *Encouraging International Technology Transfer*; *The Socio-economics of Geographical Indicators: A review of Empirical Evidence from Europe*; *Development in the Information Age: Issues in the Regulation of Intellectual Property Rights*; et *Intellectual Property and Computer Software: A Battle of Competing Use and Access Visions for Countries of the South*. Une étude sur les mesures pouvant être prises par les pays d'origine et le transfert de technologie a également été réalisée. Outre cette documentation, neuf dialogues sur les droits de propriété intellectuelle et des questions connexes ont été organisés en coopération avec le CICDD et d'autres partenaires, ainsi que six séminaires sur le transfert de technologie et des contributions de fond aux réunions de l'OMC sur le transfert de technologie.

**Appendice – Publications établies par la Division de l'investissement,
de la technologie et du développement des entreprises en 2004**

A. Documentation à l'intention d'organes délibérants

1. Onzième session de la Conférence

- L'IED au service de la compétitivité à l'exportation (résumé), onzième session de la Conférence, débat thématique interactif, 15 juin 2004 (TD/L.376)
- Perspectives d'investissement et responsabilité d'entreprise: Comment les pays en développement et en particulier les PMA peuvent-ils tirer un plus grand profit de l'IED? (résumé), quatrième réunion du Conseil consultatif CNUCED/CCI pour l'investissement, en coopération avec le Pacte mondial, 14 juin 2004 (TD/L.373)
- Table ronde sur la transparence des entreprises et l'investissement (résumé), onzième session de la Conférence, São Paulo, 14 juin 2004 (TD/L.374)
- Atelier sur la comptabilité et le développement économique (résumé), onzième session de la Conférence, São Paulo, 16 juin 2004 (TD/L.386)
- Prospects for FDI Flows and TNC Strategies, 2004-2007 (Research Note No. 3), World's largest transnational companies opt for expansionary strategies (TD(XI)/BP/14)
- Prospects for FDI Flows, TNC Strategies and Policy Developments: 2004-2007 (UNCTAD XI), Global Investment Prospects Assessment (GIPA) Research Note No. 2: Findings of second worldwide UNCTAD survey of investment promotion agencies (TD(XI)/BP/8)
- Possibilités d'action en vue du renforcement de la compétitivité des PMA (onzième session de la Conférence), note du secrétariat de la CNUCED (TD/399)
- Prospects for FDI Flows, Transnational Corporation Strategies and Promotion Policies: 2004-2007 (UNCTAD XI), Global Investment Prospects Assessment (GIPA) Research Note No. 1: Results of a survey of location (TD(XI)/BP/5)
- The Role of Science and Technology in the Achievement of the MDGs (UNCTAD XI), Note by the UNCTAD secretariat (TD(XI)/BP/4)

2. Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, huitième session

- Rapport de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes sur sa huitième session
TD/B/COM.2/60, TD/B/COM.2/60/Corr.1
- Examen de la politique d'investissement de l'Algérie
UNCTAD/ITE/IPC/2003/9

- Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication sur sa vingtième session
TD/B/COM.2/58, TD/B/COM.2/ISAR/22
- L'IED et le développement: questions de politique générale concernant la croissance des IED dans les services
TD/B/COM.2/55
- Rapport intérimaire sur l'application des conclusions concertées et des recommandations de la Commission, y compris le suivi de la Conférence de Doha
TD/B/COM.2/56
- Questions se rapportant aux accords internationaux
TD/B/COM.2/54
- Résumé des discussions consacrées aux examens de la politique d'investissement du Lesotho et du Népal
TD/B/COM.2/59
- Rapport de la Réunion d'experts sur l'IED et le développement
TD/B/COM.2/57, TD/B/COM.2/EM.14/3
- Progress Report: Implementation of Post-Doha Technical Assistance Work in the Area of Investment
UNCTAD/ITE/IIT/2003/3
- L'IED et le développement: l'IED et la privatisation des services: tendances, incidences et questions de politique générale
TD/B/COM.2/EM.14/2
- Rapport de la Réunion d'experts sur l'efficacité des politiques relatives à l'investissement étranger direct
TD/B/COM.2/51, TD/B/COM.2/EM.13/3
- Efficacité des politiques relatives à l'investissement étranger direct
TD/B/COM.2/EM.13/2
- Rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa dix-neuvième session extraordinaire (examen à mi-parcours)
TD/B(S-XIX)/7

3. Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, huitième session

- Rapport de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement sur sa huitième session
TD/B/COM.3/64

- Amélioration de la compétitivité des PME par le renforcement des capacités productives. Résumé du Président
TD/B/COM.3/L.27
- Possibilités d'action en vue du renforcement de la compétitivité des PME
TD/B/COM.3/58, TD/B/COM.3/58/Corr.1
- Rapport intérimaire sur l'application des recommandations concertées adoptées par la Commission à sa septième session
TD/B/COM.3/63
- Rapport de la Réunion d'experts sur les politiques et les programmes pour le développement et la maîtrise de la technologie, notamment le rôle de l'IED
TD/B/COM.3/56, TD/B/COM.3/EM.18/3

4. Commission de la science et de la technique au service du développement, septième session

- Rapport sur la septième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement
E/CN.16/2004/4
- Mettre les applications de la science et de la technique au service des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire
E/CN.16/2004/2
- Suite donnée aux décisions prises par la Commission à sa sixième session
E/CN.16/2004/3
- Panel on Promoting the Application of Science and Technology to Meet the Development Goals contained in the Millennium Declaration
E/CN.16/2004/CRP.1
- Science and technology Policy Review: Country Reports
E/CN.16/2004/CRP.2

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt et unième session

- Examen de la comparabilité et de la pertinence des indicateurs actuels de la responsabilité sociale des entreprises
TD/B/COM.2/ISAR/24
- Évaluation de la pratique en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise et des incidences bénéfiques à long terme de cette information
TD/B/COM.2/ISAR/25

Réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement

- Rapport de la Réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement
TD/B/COM.2/EM.15/3
- Bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement
TD/B/COM.2/EM.15/2

Forum de haut niveau de Doha sur le commerce et l'investissement

- South-South Investment Flows – A Potential for Developing Country Governments to Tap for Supply Capacity Building (Contributions à la nouvelle géographie des relations économiques internationales, document d'information établi par le secrétariat)

B. Publications en série

- World Economic Situation and Prospects 2004. Publication de la CNUCED et du Département des affaires économiques et sociales
Janvier 2004, numéro de vente: E.04.II.C.2, janvier 2004
- WAIPA Annual Report 2003 (UNCTAD/ITE/IPC/2004/1), 1^{er} avril 2004
- World Investment Directory 2004: Latin America and the Caribbean (vol. IX) (UNCTAD/ITE/IIT/2004/4), 1^{er} mai 2004
- Transnational Corporations Journal:
 - 1) Volume 13, n° 1 (UNCTAD/ITE/IIT/2004/3), 1^{er} mai 2004
 - 2) Volume 13, n° 2 (UNCTAD/ITE/IIT/2004/5), août 2004
 - 3) Volume 13, n° 3 (UNCTAD/ITE/IIT/2004/9), décembre 2004
- World Investment Report (WIR) 2004 – The Shift towards Services (La montée en puissance des services)
UNCTAD/WIR/2004, E.04.II.D.36, ISBN 92-1-112647-9, 22 septembre 2004
- Rapport sur l'investissement dans le monde, 2004 (Vue d'ensemble)
UNCTAD/WIR/2004 (Overview), 22 septembre 2004

Normes internationales de comptabilité et de publication

- 2002 Review (UNCTAD/ITE/TEB/2003/4), numéro de vente: E.04.II.D.1, ISBN: 92-1-112606-1, août 2004
- 2003 Review (UNCTAD/ITE/TEB/2003/9), numéro de vente: E.04.II.D.11, ISBN: 92-1-112618-5, septembre 2004
- International Standard of Accounting and Reporting – ISAR Newsletter Update No. 5 (UNCTAD/ITE/TEB/2004/1)

C. Publications isolées

- From Bangkok to São Paulo – DITE Activities Report (UNCTAD/ITE/2004/2)
- List of Publications on Foreign Direct Investment and Transnational Corporations (1973-2003) (UNCTAD/ITE/2004/1)

International Investment Instruments: A Compendium

- Volume XI (UNCTAD/DITE/4(Vol.XI)), numéro de vente: E.04.II.D.9, 29 janvier 2004
- Volume XII (UNCTAD/DITE/4(Vol.XII)), numéro de vente E.04.II.D.10, 1^{er} mars 2004
- Volume XIII (à paraître)
- Volume XIV (à paraître)

Guides de l'investissement

- An Investment Guide to Ethiopia – Opportunities and conditions (UNCTAD/ITE/IIA/2004/2). 9 septembre 2004
- An Investment Guide to Uganda – updated version (UNCTAD/ITE/IIA/2004/3). 13 septembre 2004
- Guide de l'investissement au Mali – Opportunités et conditions (UNCTAD/ITE/IIA/1). 7 septembre 2004
- Guide de l'investissement en Mauritanie – Opportunités et conditions (UNCTAD/ITE/IIA/2004/4). 9 septembre 2004
- An Investment Guide to Mauritania (UNCTAD/ITE/IIA/2004/4). 9 septembre 2004

Examens de la politique d'investissement

- Investment Policy Review: Lesotho
UNCTAD/ITE/IPC/2003/4, E.03.II.D.18, ISBN: 92-1-112592-8, 12 janvier 2004
- Investment Policy Review: Sri Lanka
UNCTAD/ITE/IPC/2003/8, E.04.II.D.19, ISBN: 92-1-112626-6, 3 février 2004
- Examen de la politique d'investissement du Bénin
UNCTAD/ITE/IPC/2004/4
- Examen de la politique d'investissement de l'Algérie
UNCTAD/ITE/IPC/2003/9, F.04.II.D.30, ISBN: 92-1-212308-2, octobre 2004

Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation

- Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Cambodia
- Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Lao PDR

*Études sur des questions concernant les accords internationaux d'investissement
(première série)*

- Incentives (UNCTAD/ITE/IIT/2003/5), numéro de vente E.04.II.D.6, 10 février 2004
- Transparency (UNCTAD/ITE/IIT/2003/4), numéro de vente: E.04.II.D.7, 1^{er} février 2004
- Key terms and concept in IIAs: a glossary (UNCTAD/ITE/IIT/2004/2), numéro de vente: E.04.II.D.31, 1^{er} mai 2004
- Competition (UNCTAD/ITE/IIT/2004/6), numéro de vente: E.04.II.D.44, ISBN 92-1-112654-1, octobre 2004
- State contracts, numéro de vente: E.04.II.D. (à paraître)

*Études sur des questions concernant les accords internationaux d'investissement
(deuxième série)*

- The REIO exceptions in MFN treatment clauses (à paraître)
- International Investment Agreements and Services FDI (à paraître)
- A Wave of South-South Cooperation in the area of International Investment Policies (à paraître)
- Prospect for Foreign Direct Investment and the strategies of transnational corporations, 2004-2007 (UNCTAD/ITE/IIT/2004/8), 1^{er} octobre 2004
- Resource Book on TRIPS and Development, UNCTAD-ICTSD, sera publié par Cambridge University Press (à paraître)
- Nutrition and Technology Transfer Policies, UNCTAD-ICTSD, Issue Paper No. 6, 2004
- Encouraging International Technology Transfer, UNCTAD-ICTSD, Issue Paper No. 7, 2004
- The Socio-Economics of Geographical Indications, A Review of Empirical Evidence from Europe, UNCTAD-ICTSD, Issue Paper No. 8, 2004
- Development in the Information Age: Issues in the Regulation of Intellectual Property Rights, Computer Software and Electronic Commerce, UNCTAD-ICTSD, Issue Paper No. 9, 2004

- Intellectual Property and Computer Software, A Battle of Competing Use and Access Visions for Countries of the South, UNCTAD-ICTSD, Issue Paper No. 10, 2004
- Facilitating Transfer of Technology to Developing Countries: A survey of Home country measures, 2004 (à paraître)
- Bilateral Investment Treaties: a compilation, CD-Rom (UNCTAD/ITE/IIA/2004/6/CD), 2004

Science et technologie

- The Biotechnology Promise – Capacity-Building for participation of developing countries in the bio economy (UNCTAD/ITE/IPC/2004/2), 1^{er} septembre 2004
- Issues paper on Science and Technology Promotion, Advice and Application for the Achievements of the Millennium Development Goals. 27-29 octobre 2004

Directives de comptabilité et d'information financière pour les petites et moyennes entreprises

- Orientations pour les PME du niveau II (UNCTAD/ITE/TEB/2003/6), numéro de vente: F.04.II.D.15, ISBN: 92-1-112622-3, 1^{er} avril 2004
- Orientations pour les PME du niveau III (UNCTAD/ITE/TEB/2003/6), numéro de vente: F.04.II.D.15, ISBN: 92-1-112622-3, 30 juin 2004
- Disclosure of the impact of corporations on society – Current trends and issues (UNCTAD/ITE/TEB/2003/7), numéro de vente: E.04.II.D.18, ISBN: 92-1-112625-8, septembre 2004
- A manual for the preparers and users of eco-efficiency indicators (UNCTAD/ITE/IPC/2003/7), numéro de vente: E.04.II.D.13, 1^{er} février 2004

Occasional Notes

- Outward FDI From Brazil: Poised For Take-Off? (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2004/16)
- India's Outward FDI: A Giant Awakening? (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2004/16)
- International Investment Disputes on the Rise (UNCTAD/WEB/ITE/IIT/2004/2)

Investment Briefs

- What services do IPAs target? (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2004/15), 1^{er} novembre 2004
- FDI in services-A growing business for EPZs (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2004/17), 13 décembre 2004